

VERGNET

Société Anonyme

1 rue des Châtaigniers

45140 ORMES

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2008

**SCP GVA
BP 2115
105, avenue Raymond Poincaré
75771 PARIS**

**Deloitte & Associés
Impasse Augustin Fresnel
B.P. 39
44801 Saint-Herblain Cedex**

VERGNET

Société Anonyme
1 rue des Châtaigniers
45140 ORMES

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VERGNET, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans la note 2.3 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L 823.9 du Code de commerce.

Estimations comptables

La Direction de votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ses états financiers et les notes qui les accompagnent, comme il est indiqué dans la note 2.B de l'annexe aux comptes sociaux. Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations.

Dans le cadre de notre audit des comptes sociaux au 31 décembre 2008, nous avons considéré que les provisions sont sujettes à des estimations comptables significatives.

Votre société constitue des provisions, le cas échéant, comme décrit dans les notes 3.K et 4.E de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Principes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable et nous nous sommes assurés que les notes 3.A et 4.A fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes sociaux pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Nantes, le 29 avril 2009
Les Commissaires aux Comptes

SCP GVA

Deloitte & Associés

Philippe BONNIN

Didier ALLAIN DUPRE

BILAN

En EUR	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Immobilisations incorporelles	4 865 546	2 217 404
Immobilisations corporelles	4 504 264	1 536 114
Participations & créances rattachées	7 398 732	6 815 009
Autres immobilisations financières	77 554	72 440
Immobilisations financières	7 476 286	6 887 449
ACTIF IMMOBILISE	16 846 096	10 640 968
Matières premières et approvisionnements	8 863 100	5 457 069
Stocks d'en cours de production de biens	293 147	
Stocks de produits intermédiaires et finis	3 379 347	304 998
Stocks	12 535 594	5 762 067
Avances et acomptes versés sur commandes	386 623	61 899
Créances clients et comptes rattachés	5 147 388	10 130 729
Autres créances	2 154 951	1 779 142
Créances	7 688 962	11 971 771
Disponibilités	2 359 601	19 394 493
Charges constatées d'avance	121 604	99 577
ACTIF CIRCULANT	22 705 761	37 227 908
Ecart conversion actif	194	1 236
TOTAL ACTIF	39 552 051	47 870 112
Capital	8 496 094	8 256 205
Prime d'émission	22 542 656	23 578 778
Réserve légale	192 832	192 832
Réserves réglementées	237 320	237 320
Report à nouveau	0	-1 343 598
Résultat de l'exercice	-8 026 269	104 493
Situation nette	23 442 633	31 026 030
Provisions réglementées	617 829	
CAPITAUX PROPRES	24 060 462	31 026 030
AUTRES FONDS PROPRES	2 395 000	1 197 500
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	4 110 694	3 386 351
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 504 052	738 521
Emprunts et dettes financières divers	113 028	236 878
Dettes financières	1 617 080	975 398
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	528 000	528 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 329 140	7 708 429
Dettes fiscales et sociales	1 310 667	2 077 735
Dettes s/immobilisations et autres dettes	331 446	164 232
Dettes diverses	5 971 252	9 950 395
Produits constatés d'avances	865 519	802 656
DETTES	8 981 851	12 256 449
Ecart de conversion passif	4 044	3 782
TOTAL PASSIF	39 552 051	47 870 112

COMPTE DE RESULTAT

En EUR	2008	2007
Production vendue de biens	3 864 349	19 591 524
Production vendue de services	2 588 381	3 238 557
CHIFFRE D'AFFAIRES	6 452 730	22 830 081
Production stockée	3 437 644	304 998
Production immobilisée	5 375 990	2 159 378
Subventions d'exploitation	402 192	626 117
Reprises amortissements & provisions, transfert de charges	1 951 923	1 392 019
Autres produits	507	3 492
PRODUITS D'EXPLOITATION	17 620 985	27 316 085
Achats de marchandises	12 337	8 579
Achats de matières premières & autres approvisionnements	11 690 829	15 895 229
Variation de stocks	-3 545 736	-3 372 522
Autres achats & charges externes	7 526 135	7 928 787
Impôts taxes et versements assimilés	143 217	436 441
Salaires et traitements bruts	4 337 276	3 664 234
Charges sociales	2 120 115	1 724 258
Dotations amortissements & provisions	3 206 732	2 413 297
Autres charges d'exploitation	172 480	414 489
CHARGES D'EXPLOITATION	25 663 384	29 112 793
RESULTAT D'EXPLOITATION	-8 042 399	-1 796 708
Produits financiers	945 760	2 193 716
Charges financières	565 253	867 919
RESULTAT FINANCIER	380 507	1 325 798
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-7 661 892	-470 910
Produits exceptionnels	35 379	993 508
Charges exceptionnelles	774 341	1 017 723
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-738 962	-24 215
Impôts sur les bénéfices	-374 585	-599 618
BENEFICE OU PERTE	-8 026 269	104 493

I. FAITS CARACTÉRISTIQUES	4
II. PRINCIPES COMPTABLES	4
III. MÉTHODES D'ÉVALUATION	5
IV. NOTES SUR LES POSTES DU BILAN	9
V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	16
VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
VII. AUTRES INFORMATIONS	20

Le bilan de la société VERGNET (la Société) clos le 31 décembre 2008 présenté avant répartition du résultat net totalise 39 552 051 EUR.

Le compte de résultat de l'exercice, couvrant une période de 12 mois, fait apparaître les caractéristiques suivantes :

- chiffre d'affaires net	6 452 730 EUR
- produits d'exploitation HT	17 620 985 EUR
- résultat d'exploitation	(8 042 399) EUR
- résultat comptable (perte)	(8 026 269) EUR

I. FAITS CARACTÉRISTIQUES

A. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

La Société a poursuivi le programme de développement de sa nouvelle éolienne GEV HP de 1 MW qui a été mis en service en fin d'exercice. L'application des règles fiscales a nécessité la comptabilisation en « dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions » d'un amortissement dérogatoire sur les frais de développement pour 617 829 EUR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

B. ELEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun élément postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

II. PRINCIPES COMPTABLES

A. RÉFÉRENTIEL

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

B. RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers, en conformité avec les principes comptables français généralement admis, nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que des produits et des charges de l'exercice.

Les estimations significatives réalisées par la Société pour l'établissement des états financiers portent principalement sur l'évaluation des immobilisations et des provisions.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, la Société révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

C. CHANGEMENT DE MÉTHODE

Les comptes clos le 31 décembre 2008 ont été établis selon les mêmes méthodes que l'exercice précédent.

D. IMPACT DE LA CRISE FINANCIERE

Le contexte global actuel, marqué par une crise financière de grande ampleur, rend plus complexe l'appréhension des perspectives en termes d'activité et de financement ainsi que la préparation des états financiers, notamment en matière d'estimations comptables. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été arrêtés selon les mêmes principes et méthodes que l'exercice précédent notamment dans le respect du principe de prudence (cf. § II.A ci-dessus). En effet, bien que cette crise puisse avoir une incidence sur les calendriers de financements de certains projets de nos clients, les investissements dans de nouvelles capacités de production d'électricité en général et les énergies renouvelables en particulier devraient demeurer des priorités stratégiques sur nos marchés.

III. MÉTHODES D'ÉVALUATION

A. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur coût de production. Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la Société dans le cadre du financement d'immobilisations incorporelles sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à l'option offerte par le Plan Comptable Général, les frais de développement sont comptabilisés à l'actif dès lors que la Société estime que les critères de capitalisation sont remplis.

A l'issue de la mise en service, un amortissement économique est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des programmes. Cette dernière est estimée à 5 ans pour les frais de développement du programme de la GEV HP de 1 MW. Par ailleurs, en conformité avec la doctrine de l'administration fiscale, la Société comptabilise des amortissements dérogatoires dès l'enregistrement des actifs calculés selon le mode linéaire sur 5 ans.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties linéairement en fonction de la durée de vie prévue :

- | | | |
|---|--------------------------|--------------|
| - | marques, procédés, logos | 5 ans |
| - | brevet | 5 ans |
| - | logiciels | de 1 à 5 ans |

B. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou, le cas échéant, à leur coût de production. Les éventuels coûts d'emprunt supportés par la Société dans le cadre du financement d'immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dans la majorité des cas, les amortissements sont calculés linéairement ou dégressivement en fonction de la durée de vie prévue :

- constructions sur sol autrui	15 ans
- installations générales, agencements, aménagements	5 à 10 ans
- matériel et outillage industriels	2 à 10 ans
- mobilier et matériel de bureau	3 à 10 ans
- matériel et outillage/chantiers	3 à 5 ans
- matériel de transport	1 à 5 ans
- matériel informatique	3 ans

C. DEPRECIATION DES ACTIFS IMMOBILISÉS

Dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur d'un actif incorporel ou corporel, un test de dépréciation est effectué. La valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité de l'actif pour la Société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

D. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres de participation représentent des investissements durables qui permettent d'établir avec la participation des relations d'affaires, d'assurer son contrôle, ou d'y exercer une influence notable. Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Cette valeur est, le cas échéant, diminuée d'une provision pour dépréciation destinée à la ramener à sa valeur d'utilité, appréciée notamment par référence à la valeur intrinsèque et à la valeur de rendement. Les créances rattachées à des participations sont comptabilisées à leur valeur nominale et sont ramenées à leur valeur d'utilité lorsque celle-ci leur devient inférieure.

E. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

F. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

G. OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes et les créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de changes non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

H. DISPONIBILITES

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires et les valeurs mobilières de placement. Ces dernières comprennent les SICAV monétaires et les Certificats De Dépôts, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

I. SUBVENTIONS

Les subventions accordées sans contrepartie sont comptabilisées en produits de l'exercice.

Pour celles accordées en vue du développement de projets identifiés, les produits sont constatés au prorata des dépenses engagées.

J. AVANCES CONDITIONNÉES

Les avances conditionnées sont maintenues dans les fonds propres à la rubrique « Autres fonds propres » tant qu'elles n'ont pas été remboursées ou que les critères d'acquisition des avances ne sont pas remplis. Les avances conditionnées définitivement acquises à la Société sont comptabilisées en produits.

K. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions pour risques et charges sont constituées, lorsque la Société a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers sans contrepartie.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

L. DETTES

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

M. RECONNAISSANCE DU REVENU

Le chiffre d'affaires résultant de prestations de services est reconnu lorsque les services ont été rendus aux clients. Le chiffre d'affaires résultant de la production de biens au bénéfice de clients n'est constaté que lors de la livraison desdits biens aux clients.

La comptabilisation de ceux-ci s'effectue selon la méthode à l'avancement. Le produit pris en compte correspond au prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement de l'opération déterminé en fonction des travaux réalisés et acceptés par le maître d'ouvrage.

Les contrats devant dégager une perte finale font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

N. ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES

Les salariés de la Société peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite. Ces engagements ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une information en annexe.

Pour les régimes à prestations définies, les charges de retraite sont déterminées une fois par an, selon la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée en prenant en compte les hypothèses suivantes : un taux d'actualisation, un taux d'augmentation de salaires et un taux de rotation du personnel. Les gains et pertes résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont reconnus au compte de résultat.

L'engagement est calculé en prenant comme hypothèse le départ volontaire des salariés et ne tient pas compte de l'impact des dispositions de l'accord national interbranche du 19 janvier 2008.

IV. NOTES SUR LES POSTES DU BILAN

A. IMMOBILISATIONS

1. VALEUR BRUTE

En EUR	2007	Acquisitions	Sorties	Transfert	2008
Frais de développement				4 629 893	4 629 893
Autres immobilisations incorporelles	2 442 740	2 941 687	90 118	(4 585 565)	708 744
Immobilisations incorporelles	2 442 740	2 941 687	90 118	44 328	5 338 637
Terrain	161 305	-	-		161 305
Installations techniques et outillage industriel	1 413 771	677 781	16 796	2 903 990	4 978 746
Installations générales, agencements et divers	401 983	15 554	1 264	2 380	418 653
Matériel de transport	146 734	1 724	6 860		141 598
Matériel de bureau, informatique et mobilier	238 602	71 287	501		309 389
Emballages récupérables et divers	31 671	12 326	-		43 997
Immobilisations corporelles en cours	301 569	2 715 388	3 443	(2 950 698)	62 817
Immobilisations corporelles	2 695 635	3 494 060	28 863	(44 328)	6 116 504
Participations et créances rattachées	7 676 769	1 729 176	629 015		8 776 929
Prêts et autres immobilisations financières	72 440	11 923	6 810		77 553
Immobilisations financières	7 749 209	1 741 099	635 825	-	8 854 483
Immobilisations	12 887 584	8 176 846	754 807	0	20 309 624

La colonne "transfert" correspond principalement à la mise en service du programme GEV HP 1 MW au cours de l'exercice.

2. AMORTISSEMENT

En EUR	2007	Dotations	Reprises	2008
Frais de développement	-	79 737		79 737
Autres immobilisations incorporelles	225 336	258 136	90 118	393 354
Autres immobilisations incorporelles	225 336	337 873	90 118	473 091
Installations techniques et outillage industriel	845 774	348 646	14 672	1 179 748
Installations générales, agencements et divers	94 233	62 506	1 264	155 476
Matériel de transport	75 322	19 055	6 860	87 517
Matériel de bureau, informatique et mobilier	128 234	45 977	501	173 711
Emballages récupérables et divers	11 697	4 091	-	15 788
Immobilisations corporelles	1 155 260	480 276	23 297	1 612 239
Amortissements	1 380 596	818 149	113 415	2 085 330

En EUR	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de développement	79 737		
Autres immobilisations incorporelles	258 136		90 035
Immobilisations corporelles			
Terrain			
Installations techniques et outillage industriel	348 646		13 484
Installations générales, agencements et divers	62 506		1 045
Matériel de transport	19 055		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	9 320	36 658	
Emballages récupérables et divers	4 091		
Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice	781 491	36 658	104 564

B. PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES

1. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

En EUR	Siège social	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Montant des créances rattachées		Montant des cautions
			Brute	Nette	Brute	Nette	
1) Filiales (détenues à + de 50%)							
SARL VERGNET CARAIBES	Guad.	100.00%	653 401	165 401	1 301 994	1 301 994	188 676
SARL VERGNET OCEAN INDIEN	Réunion	100.00%	608 680	143 680	328 063	328 063	223 910
SARL VERGNET PACIFIC	Nelle Cal.	100.00%	14 801	14 801	537 606	537 606	270 000
SARL AEROCOMPOSIT OCCITANE	Fce	100.00%	480 149	247 149	1 000 825	1 000 825	588 706
SAS VERGNET HYDRO	Fce	100.00%	1 800 000	1 800 000	849 604	849 604	
SAS PHOTALIA	Fce	100.00%	1 001 000	1 001 000	-	-	
SARL HARMATTAN	Fce	100.00%	10 000	8 000	-	-	
SARL ENERGIES 21	Maroc	96.00%	90 971	-	91 603	-	-
2) Participations (détenues à - de 50%)							
SCI VERGNET	Fce	10.00%	610	610			
3) Autres							
-							
COOP 92	Fce	2.40%	7 622	-			
Filiales & Participations			4 667 235	3 380 641	4 109 694	4 018 091	1 271 291

Filiales & Participations (En EUR)	Capital (1)	Capitaux propres autres que le capital (1) (2)	Chiffre d'affaires (1)	Résultat du dernier exercice clos (1)	Date dernier exercice clos
1) Filiales (détenues à + de 50%)					
SARL VERGNET CARAIBES	105 000	45 572	1 620 689	(57 692)	31/12/08
SARL VERGNET OCEAN INDIEN	107 700	19 144	1 763 679	(102 748)	31/12/08
SARL VERGNET PACIFIC	125 700	188 600	2 779 794	177 378	31/12/08
SARL AEROCOMPOSIT OCCITANE	239 059	20 097	745 714	(571 841)	31/12/08
SAS VERGNET HYDRO	1 800 000	1 235 049	10 505 905	817 566	31/12/08
SAS PHOTALIA	1 000 000	16 184	1 599 683	28 841	31/12/08
SARL HARMATTAN	10 000	(1 794)	-	(1 794)	31/12/08
SARL ENERGIES 21	88 155	(191 764)	-	(6 582)	31/12/07
2) Participations (détenues à - de 50%)					
SCI VERGNET	6 098	71 074	40 127	19 113	31/12/08

(1) Contrevaleur estimée en EUR à la date du dernier exercice clos

(2) Y compris le résultat du dernier exercice clos

2. TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

En EUR	VALEUR BRUTE				DEPRECIATION			
	2007	Acqui.	Cessions	2008	2007	Dotation	Reprise	2008
SAS Vergnet Hydro	1 800 000			1 800 000				-
SAS Photalia	1 001 000			1 001 000	14 000		14 000	-
SARL Vergnet Caraïbes	653 401			653 401	268 000	220 000		488 000
SARL Vergnet Océan Indien	608 680			608 680	388 000	77 000		465 000
SARL Aérocomposit Occitane	30 189	449 960		480 149	-	233 000		233 000
SARL Vergnet Pacific	14 801			14 801	-			-
SARL Harmattan	10 000			10 000	-	2 000		2 000
SCI Vergnet	610			610	-			-
SNC Petit François	750		750	-	750		750	-
SNC Petit Canal 3	750		750	-	750		750	-
Energies 21	90 971			90 971	90 971			90 971
Coop 92	7 622			7 622	7 622			7 622
Titres de participation	4 218 775	449 960	1 500	4 667 235	770 094	532 000	15 500	1 286 594

3. TABLEAU DES CREANCES RATTACHEES

En EUR	VALEUR BRUTE				DEPRECIATION			
	2007	Acqui.	Cessions	2008	2007	Dotation	Reprise	2008
SAS Vergnet Hydro	1 364 928	1 928 331	2 443 655	849 604	-			-
SAS Photalia	4 566		4 566	-	-			-
SARL Vergnet Caraïbes	1 346 673	642 782	687 461	1 301 994	-			-
SARL Vergnet Océan Indien	37 085	1 177 842	886 865	328 063	-			-
SARL Aérocomposit Occitane	613 055	848 825	461 055	1 000 825	-			-
SARL Vergnet Pacific	-	589 206	51 600	537 606	-			-
SARL Harmattan	84		84	-	-			-
Energies 21	91 603			91 603	91 603			91 603
Titres de participation	3 457 994	5 186 986	4 535 287	4 109 694	91 603	-	-	91 603

C. CAPITAUX PROPRES

En EUR	2008
Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2007 avant affectations	31 026 030
Affectations du résultat à la situation nette par l'assemblée générale	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008	31 026 030
Variation du capital	239 889
Variation des primes, réserves, report à nouveau	202 983
Autres variations	617 829
Variations en cours d'exercice	1 060 701
RESULTAT DE L'EXERCICE 2008 AVANT AFFECTATIONS	(8 026 269)
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2008 AVANT L'ASSEMBLEE GENERALE	24 060 462

La Société a comptabilisé un amortissement fiscal dérogatoire relatif aux frais de développement pour un montant de 617 829 EUR au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Sur le plan fiscal, les frais de développement doivent être amortis dès l'inscription des dépenses à l'actif (Doc. adm. 4 C-232 n°9), même si le projet de développement n'est pas abouti alors que l'amortissement comptable débute à compter de la date de mise en service du programme.

D. AVANCES CONDITIONNÉES

En EUR	2008	2007
OSEO	2 200 000	1 100 000
Coface	195 000	97 500
Avances conditionnées	2 395 000	1 197 500

La Société bénéficie de l'appui de OSEO dans le cadre du programme de développement de l'éolienne GEV HP de 1 MW.

E. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET DEPRECIATIONS

EN EUR	2007	Aug.	Provision utilisée	Provision sans objet	2008
Amortissement dérogatoires	-	617 829			617 829
Provisions réglementées	-	617 829	-	-	617 829

EN EUR	2007	Aug.	Provision utilisée	Provision sans objet	2008
Litiges	-	40 000			40 000
Garanties données aux clients	3 104 000	1 415 000	1 230 000		3 289 000
Perte à terminaison sur marchés	-	228 000			228 000
Pertes de change	1 236	194		1 236	194
Impôts	27 615		27 615		-
Autres	253 500	300 000			553 500
Provisions pour risques et charges	3 386 351	1 983 194	1 257 615	1 236	4 110 694

En EUR	2007	Aug.	Provision utilisée	Provision sans objet	2008
Immobilisations corporelles	4 260			4 260	-
Titres de participation	770 094	532 000		15 500	1 286 594
Autres immobilisations financières	91 666			63	91 603
Stocks et en cours	300 294	510 147	300 294		510 147
Comptes clients	170 951				170 951
Autres	-				-
Provisions pour dépréciation	1 337 265	1 042 147	300 294	19 823	2 059 295

Les machines vendues par la Société font l'objet d'une garantie constructeur et peuvent faire l'objet d'une garantie de rendement. Le coût de ces garanties est couvert par une provision statistique dont les paramètres font l'objet d'une revue régulière et sont, le cas échéant, ajustés en cas de variation significative.

Le 14 novembre 2005, la Société a reçu un avis de vérification de sa comptabilité portant sur les exercices fiscaux 2001/2002, 2002/2003 et 2004.

La vérification de la comptabilité de la Société au titre de l'exercice fiscal 2001/2002 s'est achevée le 12 janvier 2007 et s'est traduite par une rectification de 27 615 EUR acceptée par la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, la Société a reçu et réglé l'avis de mise en recouvrement et a repris la provision correspondante.

La contestation des propositions de rectifications de l'Administration au titre des exercices 2002/2003 et 2004 se poursuit. L'Administration conteste essentiellement l'intégralité des provisions constituées pour couvrir les obligations contractuelles de la Société en matière de garantie et la déductibilité de la plupart des coûts effectifs afférents. La traduction comptable et fiscale de la proposition de rectification de l'Administration n'est pas cohérente avec la réalité économique traduite dans les comptes des exercices clos les 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004. L'ensemble des propositions de rectifications de l'Administration ne sont donc pas retraduites dans les comptes des exercices clos les 31 décembre 2007 et 31 décembre 2008. Le montant total des propositions de rectification au titre des exercices 2002/2003 et 2004 s'élève à 2 175 000 EUR.

Les autres provisions correspondent à des provisions pour charges pour 205 000 EUR et des autres provisions pour risques pour 348 500 EUR.

La Société ne verse pas de gratifications professionnelles (médailles du travail) à ses salariés.

F. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

En EUR	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	4 109 694	4 109 694	
Autres immobilisations financières	77 554	6 686	70 868
De l'actif immobilisé	4 187 248	4 116 380	70 868
Avances et acomptes versés	386 623	386 623	-
Clients douteux ou litigieux	170 951	-	170 951
Autres créances clients	5 147 388	4 434 411	712 977
Personnel et comptes rattachés	44 002	44 002	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 027	17 027	-
Impôts sur les bénéfices	921 590	921 590	-
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	385 720	385 720	-
Etat - Autres Taxes	95 130	95 130	-
Autres créances	100 000	100 000	-
Groupes et associés	10 276	10 276	-
Débiteurs divers	581 205	581 205	-
De l'actif circulant	7 859 913	6 975 985	883 928
Charges constatées d'avance	121 604	121 604	-
Etat des créances	12 168 764	11 213 968	954 796

En EUR	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Dettes auprès des établissements de crédit				
à 1 an maximum à l'origine	3 587	3 587	-	-
à plus d' 1 an à l'origine	1 500 465	465	1 500 000	-
Emprunts et dettes financières divers	113 028	32 018	81 010	-
Avances et acomptes reçus	528 000	528 000	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	4 329 140	4 329 140	-	-
Personnel et compte rattachés	510 902	510 902	-	-
Sécurité sociale et autres organismes	738 410	738 410	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	41 868	41 868	-	-
Autres impôts, taxes et assimilés	19 488	19 488	-	-
Dettes sur immo, et comptes rattachés	1 847	1 847	-	-
Groupe et associés	302 457	302 457	-	-
Autre dettes	27 142	27 142	-	-
Produits constatés d'avance	865 519	865 519	-	-
Etat des dettes	8 981 852	7 400 842	1 581 010	-

G. PRODUITS À RECEVOIR

En EUR	2008	2007
Clients factures à établir	442 251	2 092 536
Fournisseurs avoirs à recevoir	94 141	117 439
Subventions à recevoir	100 000	120 000
Autres	110 088	11 618
Produits à recevoir	746 479	2 341 594

H. CHARGES À PAYER

En EUR	2008	2007
Intérêts courus	4 052	11 320
Factures non parvenues	647 501	1 132 993
Dettes fiscales et sociales	842 613	711 087
Autres charges	27 142	71 985
Charges à payer	1 521 309	1 927 385

I. CHARGES ET PRODUITS IMPUTABLES A UN AUTRE EXERCICE

1. CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

En EUR	2008	2007
Intérêts bancaires	2 251	-
Locations	72 476	63 595
Maintenance matériel bureau et informatique	9 180	9 287
Assurance	22 119	26 694
Autres	15 578	-
Charges constatées d'avance	121 604	99 577

2. PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

En EUR	2008	2007
Sur prestations non réalisées	632 919	621 656
Subvention	100 000	120 000
Autres	132 600	61 000
Produits constatés d'avance	865 519	802 656

V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

A. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En EUR	2008	2007
France	2 042 492	6 753 908
Export	4 410 238	16 076 173
Chiffre d'affaires net	6 452 730	22 830 081

B. TRANSFERT DE CHARGES

En EUR	2008	2007
Remboursement formation	15 186	-
Remboursement assurances et autres	406 442	34 877
Transferts de charges	421 629	34 877

C. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

En EUR	2008	2007
Avances conditionnées définitivement acquises		626 117
Subvention Agefiph	3 200	
Crédit d'impôt recherche	395 792	
Crédit d'impôt apprentissage	3 200	
Subventions d'exploitation	402 192	626 117

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 les subventions d'exploitation sont essentiellement composées du crédit d'impôt recherche pour 395 792 EUR. Ce crédit d'impôt a été comptabilisé en subvention d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ce qui constitue un changement de présentation par rapport à l'exercice précédent où il avait été comptabilisé en Impôt sur les sociétés.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, les subventions d'exploitation sont essentiellement composées d'une avance conditionnée définitivement acquise à la Société pour 626 000 EUR.

D. RESULTAT FINANCIER

En EUR	2008	2007
Produits financiers de participations	354 600	901 400
Autres intérêts et produits assimilés	285 992	241 708
Reprises sur provisions et transferts de charges	16 799	717 666
Différences positives de change	16 789	35 623
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	271 580	297 319
Produits financiers	945 760	2 193 716
Dotations financières aux amortissements et provisions	532 194	622 739
Intérêts et charges assimilées	19 391	188 748
Différences négatives de change	13 667	56 432
Charges financières	565 253	867 919
Résultat financier	380 507	1 325 798

E. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

En EUR	2008	2007
Prod. cessions des éléments actifs immob. Corp.& Fin.	3 504	17 834
Reprise s/dépréciation	4 260	975 674
Autres	27 615	-
Produits exceptionnels	35 379	993 508
Pénalités	48 324	16 545
Autres	-	976 674
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	48 324	993 219
Valeur Nette Comptable immobilisations corporelles cédées	3 624	16 014
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 624	16 014
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	722 393	8 490
Charges exceptionnelles	774 341	1 017 723
Résultat exceptionnel	(738 962)	(24 215)

F. IMPÔTS ET TAXES

1. CRÉDIT D'IMPÔT

La Société a bénéficié d'un crédit d'impôt recherche de 395 792 EUR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, 88 571 EUR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Ce crédit d'impôt a été comptabilisé en subvention d'exploitation au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ce qui constitue un changement de présentation par rapport à l'exercice précédent ou il avait été comptabilisé en Impôt sur les sociétés.

2. VENTILATION DE L'IMPÔT

En EUR	2008			2007		
	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat Net	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat Net
Résultat courant	(7 661 892)		(7 661 892)	(470 910)		(470 910)
Résultat exceptionnel	(738 962)	22 045	(761 007)	(24 215)	20 925	(45 140)
Crédits d'impôt	-		-	-	(90 571)	90 571
Intégration fiscale	-	(396 630)	396 630	-	(529 972)	529 972
Créance Carry Back	-	-	-	-	-	-
Total	(8 400 854)	(374 585)	(8 026 269)	(495 125)	(599 618)	104 493

Les chiffres négatifs de la colonne Impôt correspondent à des produits d'impôt.

Le groupe VERGNET a opté pour le régime de groupe prévu à l'art. 223A du CGI à partir du 1er janvier 2005 pour une durée de 5 ans. Les modalités de la répartition de l'impôt entre les sociétés du groupe sont basées sur le principe de la neutralité fiscale.

La Société est tête de groupe et a bénéficié d'un produit d'intégration fiscale de 396 630 EUR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, 529 972 EUR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2008, le montant des déficits reportables du groupe s'élève à 8 972 643 EUR, 1 265 958 EUR au 31 décembre 2007.

VI. ENGAGEMENTS HORS BILAN

A. PENSIONS ET RETRAITES

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés.

La valeur actuelle des droits acquis est de 23 324 EUR au 31 décembre 2008, 19 717 EUR au 31 décembre 2007.

B. CRÉDIT BAIL

Néant.

C. LOCATIONS FINANCIÈRES

En EUR	Total	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Locations financières	153 346	77 551	75 796	-
Obligations contractuelles	153 346	77 551	75 796	-

D. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

En EUR	Montants garantis		Nature de la garantie
	2008	2007	
Emprunts auprès des établissements financiers	1 500 000	512 174	Nantissement sur fonds de commerce
Dettes garanties par des suretés réelles	1 500 000	512 174	

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, la Société a obtenu une ligne de crédit moyen terme revolving 48 mois d'un montant de 2 060 000 EUR garantie par un nantissement sur son fonds de commerce. Au 31 décembre 2008 cette ligne était utilisée à hauteur de 1 500 000 EUR, - EUR au 31 décembre 2007.

E. AUTRES ENGAGEMENTS

Les engagements donnés et reçus font l'objet du tableau ci-après :

En EUR	2008		2007	
	Filiales et participations	Tiers	Filiales et participations	Tiers
Avals, cautions, garanties	1 271 291	3 312 432	321 926	7 412 771
Autres		165 000	180 000	165 000
Engagements donnés	1 271 291	3 477 432	501 926	7 577 771
Avals, cautions, garanties		2 121 491		2 823 265
Autres	550 000		550 000	
Engagements reçus	550 000	2 121 491	550 000	2 823 265

Les autres engagements reçus correspondent à un abandon de créance assorti d'une clause de retour à meilleure fortune consenti par la Société à une de ses filiales.

La société a souscrit en 2007 un cap sur le T4M pour un montant nominal de 300 000 EUR, cet instrument est arrivé à échéance le 1er février 2008.

Le nombre d'heures acquises au titre du DIF s'élève à 5 902 au 31 décembre 2008, 4 458 au 31 décembre 2007.

VII. AUTRES INFORMATIONS

A. ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

En EUR	Montants concernant les entreprises		Montants des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation > à 10%	
Eléments du bilan			
Participations	4 659 003	610	
Créances rattachées à des participations	4 109 694	-	
Créances clients et comptes rattachées	673 861	2 739	
Autres créances	10 276		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	853 851	-	
Emprunts et dettes financières diverses	302 457	-	
Eléments du compte de résultat			
Charges financières	532 000	-	
Produits financiers	653 213	-	

B. DIRIGEANTS

Aucune avance et aucun crédit n'ont été consentis aux dirigeants sociaux au cours des exercices clos les 31 décembre 2008 et 31 décembre 2007.

Les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction ne sont pas fournies car cette information conduirait à donner une information individuelle.

C. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

En EUR	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	6 350 927	1,30
Actions émises pendant l'exercice	184 530	1,30
Actions remboursées pendant l'exercice		
Actions composant le capital social en fin d'exercice	6 535 457	1,30

Le capital social est intégralement composé d'actions ordinaires. Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins au nom du même actionnaire.

L'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2003 a décidé de procéder à la création de 354 7801 bons de souscription dans le cadre du dispositif fiscal (art. 163 G du CGI). Ces 354 780 bons de souscription (BSPCE) donnent chacun droit à la souscription de 1 action de la société au prix d'exercice de 2,40 EUR. Ce droit à souscription des actions a pu être exercé jusqu'au 28 août 2008. Il ne reste plus de BSPCE exerçables au 31 décembre 2008, 184 530 BSPCE exerçables au 31 décembre 2007. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, 184 530 bons ont été exercés.

L'assemblée générale extraordinaire du 14 juin 2006, en application de l'article L. 225-177 & suivants a autorisé le conseil d'administration de la Société à émettre 150 0002 options sous certaines conditions. Le conseil d'administration du 21 juillet 2006 a fait usage de cette autorisation et a attribué 150 000 options permettant chacune de souscrire, sous certaines conditions, à 1 action de la Société au prix d'exercice de 2,20 EUR jusqu'au 13 juin 2014. Il reste 115 000 bons au 31 décembre 2008, 115 000 bons au 31 décembre 2007. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, aucun bon n'a été exercé.

L'assemblée générale mixte du 4 mai 2007, en application de l'article L. 225-177 & suivants d'une part et des articles L.225-197-1 et L.225-197-2 du Code de commerce d'autre part, a autorisé le conseil d'administration de la Société à consentir des options et à attribuer des actions gratuites sous

¹ Compte tenu de la division par 10 du nominal des actions décidée par l'assemblée générale mixte du 4 mai 2007

² Compte tenu de la division par 10 du nominal des actions décidée par l'assemblée générale mixte du 4 mai 2007

certaines conditions. Le conseil d'administration du 7 septembre 2007 a fait usage de ces autorisations. Il a attribué 60 400 options permettant chacune de souscrire, sous certaines conditions, à une action de la Société au prix d'exercice de 17,00 EUR. Ces options pourront être exercées du 7 septembre 2011 au 7 septembre 2013. Il reste 60 400 options au 31 décembre 2008. Il a attribué 50 000 actions gratuites qui seront définitivement acquises, sous certaines conditions, aux bénéficiaires le 7 septembre 2011. 10 000 actions ont été annulées au cours des exercices précédents celui clos le 31 décembre 2008. Il reste 40 000 actions gratuites au 31 décembre 2008, 40 000 actions gratuites au 31 décembre 2007.

D. EFFECTIFS

En nombre de personnes	2008	2007
Ouvriers	15,75	16,17
Administratifs et techniciens	21,86	12,79
Agents de maîtrise	15,72	12,58
Cadres	57,38	49,54
Apprenti	2,17	1,33
Effectif moyen	112,88	92,41

L'effectif moyen du personnel est calculé en « équivalent temps plein ».

E. SITUATION FISCALE LATENTE

La situation fiscale latente, compte tenu de l'effet de l'intégration fiscale (Cf. § V.F.2 ci-dessus) se présente comme suit :

En EUR	2008	2007
Provisions non déductibles	821 694	253 500
Charges à payer non déductibles	29 902	54 226
Reports déficitaires	8 972 643	1 265 958
Allègement de la dette future d'impôt (en base)	9 824 239	1 573 684
Provisions réglementées	617 829	0
Accroissement de la dette future d'impôt (en base)	617 829	-

F. COMPTES CONSOLIDÉS

La Société établit depuis l'exercice clos le 31 décembre 2004 des comptes consolidés.

G. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est fournie dans l'annexe aux comptes consolidés.